



Informations du Guatemala

N° 64 / 2ème année

Du 16 au 22 mars 1984

POLITIQUE

- L'aide militaire nord-américaine sera approuvée prochainement.
- Nous ne participerons pas aux manoeuvres conjointes, déclare MEJIA.
- L'armée détruit l'opposition politique.
- Il n'y a pas de garanties pour les élections, affirment les sociaux démocrates.
- Deux hommes politiques enlevés.

ECONOMIE

- Les compagnies pétrolières suspendent leurs opérations.
- Situation industrielle chaotique.
- La chambre de commerce opposée à l'augmentation des tarifs téléphoniques.

INSURRECTION

- L'O.R.P.A. attaque une base militaire.
- L'insurrection est due à des causes internes.

SITUATION SOCIALE

- Des terrains sont envahis dans la capitale.
- Grève des instituteurs.

DROIT DE L'HOMME

- Assassinés, enlevés et blessés.
- Les arrestations de "suspects" se poursuivent.
- Un syndicaliste fuit le pays.

POLITIQUEL'AIDE MILITAIRE NORD-AMERICAINE SERA APPROUVEE PROCHAINEMENT

L'aide militaire des Etats Unis au Guatemala pourrait reprendre cette année, a déclaré le 16 mars à Guatemala Paul TYLOR, chargé d'affaires à l'ambassade américaine, qui a confirmé que le président REAGAN avait demandé au congrès de son pays l'approbation pour une dépense de 10,3 millions de dollars d'assistance militaire au Guatemala.

"Mon gouvernement continue de fournir son aide aux divers programmes de développement guatémaltèques; pour 1984, il a prévu plus de 24 millions de dollars par l'intermédiaire de l'A.I.D. (Agence Internationale pour le Développement)" a affirmé Paul TYLOR, qui accompagnait le général MEJIA VICTORES à l'inauguration d'un "village modèle" à Chisec, dans le département de Alta Verapaz, à environ 350 kilomètres de la ville de Guatemala.

En outre, Marian CHAMBERS, consultante du comité des affaires étrangères de la chambre des représentants des Etats Unis, a affirmé le 17 mars à Washington que le dit comité n'approuvera pas dans les prochains jours les 10,3 millions de dollars "d'aide militaire sans armement" au Guatemala. CHAMBERS a ajouté que les démocrates ont bloqué les tentatives de l'administration Reagan pour fournir une aide militaire au Guatemala, mais qu'il existe un consensus dans le comité pour accorder l'aide d'"équipe de construction et d'unités mobiles médicales pour aider aux programmes de développement, qui assistent directement les pauvres du Guatemala".

NOUS NE PARTICIPERONS PAS AUX MANOEUVRES CONJOINTES, DECLARE MEJIA

En définitif, le Guatemala ne participera pas aux manoeuvres militaires au Honduras, a déclaré le 20 mars Oscar MEJIA VICTORES, chef de l'état.

"Notre pays n'a pas été invité à participer à ces manoeuvres", a ajouté MEJIA, qui a laissé entendre que si une telle invitation se produisait, elle serait rejetée.

Le 19, le lieutenant colonel Edgar DJALMA DOMINGUEZ, porte-parole officiel de l'armée, a déclaré que son gouvernement avait reçu l'invitation du Honduras afin de participer aux manoeuvres conjointes "GRANADERO I" qui seront réalisées au mois de mai prochain par les armées du Salvador, du Honduras et des Etats Unis, et a annoncé que l'armée guatémaltèque y participerait "si la situation intérieure de lutte contre la guerrilla ne l'empêche pas".

Dans sa déclaration du 20 mars, MEJIA VICTORES a assuré : "il existe encore au Guatemala beaucoup de problèmes à résoudre et il est préférable de s'y consacrer".

Les observateurs politiques ont signalé que les refus de participer aux manoeuvres conjointes constituent une pression sur l'administration et le congrès nord-américains pour la reprise de l'assistance militaire au régime guatémaltèque.

L'ARMEE DETRUIT L'OPPOSITION POLITIQUE

Les militaires guatémaltèques ont la pire histoire de violation des droits de l'homme et détruisent toute espèce d'opposition politique, a affirmé le 15 mars à Washington Vinicio CEREZO AREVALO, secrétaire général du parti démocrate chrétien guatémaltèque (D.C.G.).

CEREZO a été invité par la Washington Office on Latin America (W.O.L.A.), entité non-gouvernementale spécialisée dans les relations des Etats Unis avec l'Amérique latine, pour expliquer ce qu'est le processus électoral qui a lieu au Guatemala. "La seule bonne chose de l'armée guatémaltèque, c'est qu'elle résiste à la pression des Etats Unis pour participer au conflit centro-américain", a déclaré CEREZO.

Les hauts responsables militaires se sont montrés contrariés par les déclarations du secrétaire général de la D.C.G., et ont affirmé qu'elles "font le jeu de la subversion internationale".

IL N'Y A PAS DE GARANTIES POUR LES ELECTIONS, AFFIRMENT LES SOCIAUX DEMOCRATES

Il n'existe aucune garantie à ce que l'opposition populaire et démocratique participe au processus électoral, a déclaré la semaine dernière en Suède Haroldo RODAS MELGAR, secrétaire général du Parti Socialiste Démocratique (P.S.D.).

RODAS MELGAR a soutenu que la prolifération des groupes politiques qui participent aux processus électoral offert par le régime militaire n'est pas due à des questions idéologiques, mais aux intérêts personnels de leurs dirigeants et il a ajouté que "les contradictions se font jour à l'intérieur de l'institution militaire".

Par ailleurs, le plus récent numéro de "Lettre Socialiste", bulletin informatif du P.S.D., affirme que la dégradation du régime militaire s'est poursuivie ces derniers mois, comme le prouve "l'augmentation de la violence dans la ville et sa continuation à la campagne".

Le P.S.D. est membre de l'Internationale Socialiste et fonctionne dans la clandestinité depuis cinq ans. Il ne participe pas à l'actuel processus électoral considérant que les conditions adéquates pour qu'il ait lieu ne sont pas réunies.

DEUX HOMMES POLITIQUES ENLEVES

Adigai TOVAR RAMIREZ et Risaura VELIZ, membres du groupe politique Mouvement Emergent de Concorde (M.E.C.), dirigé par le colonel Luis GORDILLO, ancien dirigeant de la première junte de gouvernement de RIOS MONTT, ont été enlevés le 15 dans le département de Santa Rosa, dans le sud-est du pays, ce qui conduit à plus de 60 le nombre des dirigeants et militants politiques assassinés ou enlevés ses sept derniers mois.

Le M.E.C. accuse de cet acte les forces de sécurité et exige du gouvernement l'immédiate réapparition des personnes enlevées.

En outre, le démocrate chrétien Alfonso CABRERA a affirmé le 17 que tout le peuple du Guatemala sait que "de nombreux guatémaltèques sont morts aux mains de groupes armés protégés par le gouvernement".

ECONOMIELES COMPAGNIES PETROLIERES SUSPENDENT LEURS OPERATIONS

Eric KLANDERUD HURTADO, gérant de la Klanderud Petroconsultas, administrateur juridique des entreprises pétrolières dans le pays, a affirmé qu'en 1983 on produisait 6.900 barils de brut par jour, alors qu'aujourd'hui la production est estimée à 2.500 barils, et il a indiqué que 14 puits ont été abandonnés par les compagnies pétrolières, qui se retirent du pays en raison des mesures rigides et inadéquates imposées par "des fonctionnaires ineptes et ignorants la problématique pétrolière".

Selon le ministère des mines et hydrocarbures, il n'y a que le consortium Amocco-Texaco à avoir suspendu ses opérations au Guatemala, mais KLANDERUD a assuré que Hispanoil, Monsanto et Texas East ont agi de même, tandis que Elf Aquitaine a réduit ses opérations :

Le gouvernement et les compagnies pétrolières ne sont pas parvenus à un accord sur les conditions d'exploitation du pétrole dans le pays.

Bloc	Sociétés	Pourcentage	Opératrice et Date	Investissement (en millions) aproximativ.	Puits	Situation actuelle
AA	Hispanoil Petrobras	33,33 33,33	Hispanoil° juin 1978	US 150	5	abandonné 12/83
BB	Getty Monsanto Texas East	50 25 25	Getty°°° juin 1978	US 100	5	abandonné 7/81
D	Texaco Amoco	50 50	Texaco°° nov. 1978	US 100 US 100	4	abandonné 12/83
E	Hispanoil Elf Petrobras	33,33 33,33 33,33	Hispanoil janvier 81	US 40	2	abandonné 12/83
I	Elf Basic Res. Hispanoil	47 20 33	Elf Aquitaine août 1980	US 250	11	toujours en activité
L	Texaco Hispanoil Petrobras	33,33 33,33 33,33	Texaco août 1982	US 15	1	toujours en activité

- ° Hispanoil a abandonné le groupe AA et le groupe E, mais reste membre des groupes I et L.
- °° Texaco a abandonné le groupe D, mais reste membre et opératrice du groupe L.
- °°° Getty a abandonné définitivement le groupe BB.

SITUATION INDUSTRIELLE CHAOTIQUE

Le ministère de l'économie, à la demande de la Corporation Financière National (CORFINA), a mis en adjudication 56 entreprises privées qui s'étaient déclarées insolvables pour payer leurs dettes à la CORFINA, a informé le ministère le 20 mars.

Par ailleurs, l'entreprise guatémaltèque de la Flotte Marchande d'Amérique centrale (FLOMERCA) est entièrement endettée, et ses navires ne peuvent se rendre dans des ports étrangers car ils peuvent être saisis par ses créanciers, a révélé le 19 mars Leonel HERNANDEZ CARDONA, ministre de l'économie.

En outre, l'Association des Amis du Pays (A.A.P.), composée de grands entrepreneurs, a exigé du gouvernement le 18 mars que l'information soit donnée sur les causes des défauts dans les projets hydro-électriques et qu'il punisse les responsables des échecs des grands travaux d'infrastructure, qui ont occasionné au pays des pertes de plusieurs milliards de dollars.

L'A.A.P. s'est déclarée pour une restructuration du secteur électrique avec participation de l'initiative privée.

LA CHAMBRE DE COMMERCE OPPOSEE A L'AUGMENTATION DES TARIFS TELEPHONIQUES

La chambre de commerce du Guatemala s'est affirmée le 17 mars opposée à l'augmentation des tarifs de l'entreprise nationale des télécommunications. Le plus important organisme corporatif des commerçants a exigé du gouvernement qu'il empêche la hausse des tarifs, qu'il a définie comme "inopportune et préjudiciable", ainsi que contradictoire avec la "politique de réactivation économique du gouvernement".

INSURRECTION

L'O.R.P.A. ATTAQUE UNE BASE MILITAIRE

Les forces guerrilleras de l'Organisation du Peuple en Armes (O.R.P.A.) ont attaqué le 11 mars le poste avancé de Santa Ana Berlin, "l'une des bases les plus fortes de la contre-insurrection", dans le département de Quetzaltenango, ouest du pays, ceci selon un communiqué de cette organisation diffusé le 21 mars.

Dans cette attaque, réalisée avec des mortiers, l'armée a subi de nombreuses pertes, qui ont été évacuées par hélicoptères jusqu'à l'hôpital militaire de la ville de Guatemala.

Le 16 mars, poursuit le communiqué, les forces insurgées ont attaqué un camp d'atterrissage occupé par l'armée dans la propriété Buena Vista, dans le département de San Marcos, ouest du pays, où elles ont occasionné dix pertes à l'armée et ont détruit un petit avion. Simultanément, les insurgés ont détruit les installations de la ferme Clarita qui servent de base d'opérations à l'armée qui y avait installé un centre de tortures, et ils ont occupé trois heures la ferme Palmira.

Après ces actions, les unités insurgées ont affronté les troupes de l'armée qui avaient été envoyées en renfort dans la zone, sans que l'on puisse établir le nombre des pertes gouvernementales.

Le 17, alors que l'armée réalisait des bombardements aériens et des tirs d'artillerie lourde contre les positions de l'O.R.P.A. dans la commune de Chicacao, dans le sud-ouest du pays, les rebelles ont touché un hélicoptère militaire.

Les forces de l'O.R.P.A., conclue le communiqué, sont sorties indemnes de toutes les opérations mentionnées.

L'INSURRECTION EST DUE A DES CAUSES INTERNES

Les causes de l'insurrection au Guatemala sont l'injustice et l'abus de pouvoir qui dominent dans le pays, s'accordèrent à déclarer le 19 mars différents hommes politiques qui ont participé à un forum politique organisé par l'association des femmes journalistes et écrivains du Guatemala.

Parmi les participants se trouvaient des représentants des partis révolutionnaire, national rénovateur, démocrate chrétien, front civique démocratique et mouvement révolutionnaire du 20 octobre. Les rapporteurs ont affirmé que la crise économique, le chômage et le manque de perspectives pour les secteurs populaires sont les causes du mécontentement social. "L'armée nationale doit changer sa politique de sécurité et abandonner son attitude de toute puissance a déclaré la démocrate chrétienne Catalina SOBERANIS.

SITUATION SOCIALE

DES TERRAINS SONT ENVAHIS DANS LA CAPITALE

Quelques 800 familles économiquement faibles ont envahi le 18 mars un terrain vague en propriété privée dans la zone 12 de la capitale.

Les occupants ont indiqué que depuis des années les autorités se refusent à résoudre leur précaire situation et que dernièrement les forces de police les ont chassés de plusieurs terrains des zones 5, 18, 19, 11, 3, 6 et 7 de la capitale, où leurs logements ont même été brûlés.

GREVE DES INSTITUTEURS

Le gouvernement militaire a abrogé le 16 mars une loi qui établie depuis 30 ans les droits du corps enseignant, et imposera à sa place le décret loi 51-84 qui "a été capricieusement élaboré, qui viole les principes élémentaires du droit du travail et qui nie les conquêtes des enseignants obtenues dans des actions civiques", ont affirmé les membres de la profession enseignante.

Les enseignants ont formé un comité secret pour organiser une grève, en raison des conditions de violence gouvernementale qui les obligent à agir avec la plus grande précaution, a expliqué un responsable de l'enseignement.

DROIT DE L'HOMME

ASSASSINES, ENLEVES ET BLESSES

Trente sept assassinats, trente trois enlevés-disparus et quarante blésés par

balles, tel est le résultat de la violence gouvernementale entre le 2 et le 14 mars en différents endroits du pays, selon les comptes rendus de la presse et des organismes d'assistance.

On a pu établir que parmi les victimes se trouvaient au moins neuf mineurs dont deux fillettes de deux et cinq ans qui ont été enlevées.

En outre, seize cadavres portant des traces de tortures ont été retrouvés les 18 et 19 mars.

LES ARRESTATIONS DE "SUSPECTS" SE POURSUIVENT

Mille cent cinquante neuf personnes ont été arrêtées entre le 12 et le 19 mars dans la capitale et dans le département de Escuintla, dans le sud du pays, au cours de rafles massives réalisées par les forces de sécurité, a informé le bureau de presse de la police nationale.

L'information policière ajoute que la majorité des personnes arrêtées l'ont été entant que suspects ou pour n'être pas porteuses de pièce d'identité.

Des habitants d'Escuintla et de Guatemala ont accusé les forces de sécurité d'avoir arrêté plusieurs personnes qui ne présentaient pas le récépissé d'inscription, document exigé par le régime pour pouvoir voter aux élections à l'assemblée nationale constituante qui auront lieu en juillet prochain.

Plus de quatre mille citoyens ont été capturés dans des circonstances semblables depuis le début de l'année.

UN SYNDICALISTE FUIT DU PAYS

Le syndicaliste Alvaro Rene SOSA RAMOS a fui le pays le 21 à destination du Canada, grâce à la protection des ambassades du Venezuela et de Belgique.

ROSA RAMOS avait échappé le 13 à huit éléments des forces de sécurité qui l'avaient séquestré, et il s'était réfugié dans l'ambassade de Belgique où il avait été blessé quand ses kidnappeurs avaient tiré sur lui depuis la porte du jardin.

La chancellerie guatémaltèque, par la voix de son porte-parole Manuel Eduardo Rodriguez, a reconnu que le dirigeant syndical avait été capturé par la police et qu'il était conduit par elle à un endroit "non-déterminé" quand il s'est échappé; alors que le ministre de l'intérieur avait déclaré quelques jours au paravant que les kidnappeurs du syndicaliste étaient des éléments des escadrons de la mort.

Par ailleurs, le professeur d'université Marco Antonio SANTIZO VELAZQUEZ, dont l'épouse Luz Haydee MENDEZ a été enlevée le 9 mars par la police, a demandé l'asile à l'ambassade de France dans la ville de Guatemala le 19.